

# Théologiennes féministes de l'islam

LE MONDE | 18.02.2013 à 15h11 • Mis à jour le 19.02.2013 à 08h00

Par Stéphanie Latte Abdallah, chercheuse au CNRS ; Ludovic Mohamed Lotfi Zahed, doctorant à l'EHESS

Depuis une vingtaine d'années, des bouleversements remarquables ont lieu dans le champ de la théologie et des interprétations de l'islam .

Ces nouveaux courants réformateurs contemporains, progressistes et inclusifs, ont, contrairement au wahhabisme, promu l'égalité des sexes et pris en charge les questions liées à la sexualité, à l'homosexualité et à la transidentité.

Ces nouvelles mobilisations ouvrent la voie à un réformisme contemporain et à une transformation du religieux.

Il s'agit en premier lieu du féminisme islamique, apparu d'abord en Iran , puis comme un mouvement intellectuel d'exégèse religieuse, défendant l'égalité des sexes.

Si ces théologiennes travaillent le Coran, la tradition du Prophète et le droit musulman, elles s'appuient en dernière instance sur l'exégèse critique qu'elles font du Coran.

L'une d'entre elles, Ziba Mir-Hosseini , une sociologue enseignant à Londres, a ainsi rappelé la nécessaire distinction entre la charia (la voie de Dieu révélée au Prophète dans le Coran) et le *fiqh* (les efforts humains pour traduire ce chemin en dispositions juridiques).

Ce dernier est au fondement des diverses législations dans les pays arabes et musulmans concernant le statut de la personne, à l'exception de la Turquie , qui a adopté, en 1926, un code civil séculier inspiré du code suisse .

## PRODUCTION DE LA NORME RELIGIEUSE

Ce retour des féministes à la primauté "absolue" du Coran a remis en cause les écoles de droit islamique selon une voie déjà tracée par le réformisme, tel qu'il fut amorcé par Mohamed Abduh , un penseur du tournant du XX<sup>e</sup> siècle.

Ces nouvelles exégèses ont aussi contesté l'autorité des institutions établies et la question du consensus des savants dans la production de la norme religieuse.

Un des effets de la réislamisation des sociétés depuis les années 1970 a été la

prolifération d'autorités productrices de savoirs religieux se livrant à une concurrence vive.

Cette prolifération a favorisé l'émergence de théologiennes féministes qui se sont engagées dans une compétition intellectuelle pour créer de nouveaux points d'appui religieux, et récemment des interprétations *gayfriendly* du Coran.

Toutes sont dans une démarche d'appropriation des sources de l'islam, qui témoigne d'une individualisation du rapport au religieux, selon l'idée forte : "*L'islam, c'est nous.*"

Loin d'être univoques, les individualités et réseaux féministes islamiques dialoguent par le biais d'Internet sans constituer un mouvement global unifié.

Certaines sont d'abord des femmes pieuses. D'autres sont féministes et croyantes, et d'autres agissent au nom de la citoyenneté et de la démocratie. Elles refusent d'être discriminées au sein de leur religion et se réservent le droit de récuser des interprétations inégalitaires de l'islam qui sont au fondement des lois sur le statut personnel.

### **TRANSITION POST-"PRINTEMPS ARABES"**

C'est la position de la Malaisienne Zainah Anwar, fondatrice d'un groupe pionnier du féminisme islamique, Sisters in Islam, en 1988. Un positionnement qui se diffuse dans les contextes de transition post-"printemps arabes" par le biais de débats sur la manière dont pourraient être utilisées les ressources du féminisme islamique.

Depuis les années 2000, le féminisme islamique est entré dans une seconde phase. D'un côté, cette herméneutique est devenue plus radicale, se fondant sur l'esprit du Coran, des conditions actuelles des relations sociales et des compréhensions contemporaines de la justice et de l'égalité.

Ce qui a conduit Amina Wadud, Afro-Américaine convertie à l'islam, dans son second ouvrage *Inside the Gender Jihad: Women's Reform in Islam* (Oneworld Publications 2006), à réfuter la polygamie ou la violence de l'homme vis-à-vis de son épouse mentionnées dans le Coran.

De l'autre, ces interprétations se diffusent. Un mouvement transnational visant à disséminer les apports de ces exégèses féministes s'est tissé.

De nouveaux réseaux ont vu le jour, tels que le mouvement global demandant l'égalité des droits au sein de la famille (Musawah), le comité consultatif transnational des intellectuelles et théologiennes (Global Women's Shura Council) ou encore les conférences présentées par l'organisation citoyenne des musulmans espagnols (la Junta islamica) à Barcelone.

De l'intérieur des pays, des féministes islamiques se fraient un chemin au sein d'institutions existantes.

Au Maroc, Asma Lamrabet, qui préside le Groupe international d'étude et de réflexion sur la femme en islam (Gierfi), l'a associé en 2008 à une institution religieuse influente du Maroc, la Rabita Mohammadia des oulémas.

En Turquie, le travail de relecture des hadiths de la théologienne Hidayet Tuksal a été intégré dans un vaste chantier gouvernemental visant à retirer les hadiths [propos attribué au Prophète et non retenu dans le Coran] misogynes des publications du ministère des affaires religieuses, qui supervise les mosquées du pays.

En Indonésie, ce sont des théologiennes, surtout issues de famille d'oulémas qui, depuis vingt ans, se sont engagées dans une relecture féministe des textes religieux.

### **RECONNAISSANCE DE L'IMAMAT DES FEMMES**

Ce mouvement est soutenu par le réseau des universités islamiques d'Etat où elles enseignent et par les centres d'études du genre qu'elles y ont fondés.

La direction médiatisée et subversive d'une prière mixte par Amina Wadud, à New York en 2005, a fait des émules et a conduit à la reconnaissance de l'imamat des femmes par certains groupes en Afrique du Sud, en Amérique du Nord et en Europe, où, par exemple, en Angleterre, le Muslim Educational Centre of Oxford organise des prières mixtes, où le sermon est délivré par une femme imam.

Le réseau des mosquées du Tawhid, créé aux Etats-Unis par le Muslim for Progressive Values (musulmans progressistes), fondé en 2006 par une femme imam indonésienne, Ani Zonneveld, a essaimé au Canada et en France.

Cette association défend l'idée d'un islam inclusif prônant l'égalité entre les sexes : la mosquée de Washington a ainsi été confiée à l'imam gay Daayiee Abdullah.

Les homosexuels, mais aussi les transsexuels trouvent leur place dans ce courant réformateur qui se développe aux Etats-Unis, au Canada, en Afrique du Sud, en Indonésie et en Europe, depuis les années 2000.

Si la démarche pionnière des féministes islamiques a inspiré ce mouvement, une partie seulement d'entre elles s'est jusqu'alors jointe aux revendications des homosexuels musulmans au sein du courant inclusif et progressiste.

Il a émergé à New York avec l'organisation d'une conférence internationale sur l'islam et la diversité des sexualités par la première association d'homosexuels

musulmans créée dans le monde, Al-Fatiha, en 1999.

Ce mouvement s'appuie sur les travaux d'intellectuels engagés comme Scott Siraj Al-Haqq Kugle, professeur à l'université Emory à Atlanta. Celui-ci a publié en 2010 un ouvrage de référence *Homosexuality in Islam*, (Oneworld Publications), dans lequel il considère, à partir d'une étude approfondie du Coran et de la tradition prophétique respectant les règles strictes de l'exégèse, qu'il n'existe aucun texte ou aucune tradition islamique authentique qui condamnerait l'homosexualité.

En France, il faudra attendre 2010 pour que soit fondée l'association HM2F (Homosexuel(le)s musulman(e)s 2 France).

### **CHACUN EST LIBRE DE SON POSITIONNEMENT**

Lors du colloque que HM2F a organisé à l'Assemblée nationale cette année-là, l'imam de Bordeaux, Tareq Oubrou, a dit pour la première fois que l'homosexualité n'était pas condamnée comme telle dans le Coran ou dans la *sunna* ["loi immuable" de Dieu].

Selon lui, ce serait plutôt la perception commune de l'islam qui serait au fondement de cette condamnation. Un de ses proches, Michael Privot, musulman converti, ayant déclaré mi-décembre 2012 que si l'homosexualité constituait bien un "*défi théologique*", chacun dans une société démocratique était libre de son positionnement sur l'homosexualité et le mariage entre citoyens de même sexe.

Tariq Ramadan, partisan d'une "*réforme radicale*" de l'islam et fondateur d'un centre d'éthique au Qatar, avec un axe de recherche sur le genre, s'est associé au féminisme islamique, mais ne s'est en revanche pas pour l'instant prononcé sur les mobilisations des homosexuels musulmans.

Des associations musulmanes françaises se disant réformistes ont récemment pris leurs distances avec HM2F par crainte de représailles ou de perdre des membres. Pourtant, les réactions personnelles suscitées par la fondation de la première mosquée inclusive de France, dont les imams ont vocation à marier tous les couples, ont montré qu'une partie sans doute non négligeable de la communauté musulmane française était ouverte au débat.

A l'heure des discussions sur le mariage homosexuel et des aléas de l'institutionnalisation d'un islam de France, la République française devrait prendre en compte ces nouveaux courants réformistes pour proposer de former des femmes imams, refuser la discrimination liée à l'orientation sexuelle, dans le cadre du projet de l'Institut de formation des imams de France, dont la création à Strasbourg est évoquée depuis plusieurs années.

Ce qui irait de pair avec le "féminisme" soudain affiché par nos élus lors des

controverses sur le voile ou la burqa et serait cohérent avec les valeurs démocratiques.

Cela serait une autre façon d'évoquer l'islam en France, par ses courants avant-gardistes, égalitaires et inclusifs plutôt que par ses mouvances conservatrices, régressives, voire djihadistes.

Stéphanie Latte Abdallah, chercheuse au CNRS ; Ludovic Mohamed Lotfi Zahed, doctorant à l'EHESS

### **Un mouvement hétérogène mais globalisé**

Le féminisme islamique et les revendications des homosexuels musulmans sont apparus à des moments différents et n'ont pas la même place au sein de l'islam.

Depuis les années 2000, les interprétations des féministes islamiques, longtemps critiquées ou marginalisées par les oulémas et les réformistes, mais qui avaient suscité l'intérêt de quelques féministes séculières ou religieuses et de rares islamologues comme Mohammed Arkoun ou l'Égyptien Nasr Abu Zayd, ont commencé à influencer les mouvements féministes, les sociétés civiles, les mouvements politiques et la sphère religieuse.

Des femmes veulent devenir muftis (*muftiat*), comme en Égypte, où Suad Salih, professeure de jurisprudence islamique à Al-Azhar, a lancé une campagne en ce sens. En Indonésie, elles ont déjà accès à ces fonctions.

Au Maroc, des prédicatrices fonctionnaires de l'État mais surtout des théologiennes ont été nommées par le roi dans les différents conseils d'oulémas du royaume, avec l'objectif de promouvoir un islam modéré à même d'adapter les lois islamiques aux conditions actuelles.

La Mauritanie a inauguré à l'automne 2012 des filières de formation adressées aux femmes afin qu'elles deviennent muftis mais aussi imams.

### **Courant inclusif homosexuel musulman**

En revanche, les débats liés aux mobilisations LGBT (lesbiennes, gays, bisexuels et trans) du courant inclusif homosexuel musulman sont encore peu relayés en Afrique du Sud, en Europe et en Amérique du Nord.

Ils suscitent encore moins d'écho dans les pays musulmans, à l'exception de l'Indonésie et du Liban, en raison du tabou qui a longtemps prédominé sur la sexualité lorsqu'elle est portée sur la

scène publique.un

Pourtant, dès la fin des années 1990, et au même moment que l'émergence des figures historiques du féminisme islamique, l'imam sud-africain Muhsin Hendricks faisait son coming out à la radio de Cape Town et fondait l'association islamique inclusive The Inner Circle.

Cette dernière a collaboré dès ses débuts avec l'association des homosexuel(le)s musulman(e)s de France (HM2F). Ce collectif citoyen et la confédération informelle d'associations LGBT, européennes ou musulmanes (Calem) ont organisé une dizaine de conférences en France et en Europe sur l'islam et la pluralité des sexualités et des genres.

En France, en novembre 2012, des membres d'HM2F ont créé, avec la toute nouvelle association des Musulmans progressistes de France (MPF), la première mosquée inclusive d'Europe se rattachant au réseau nord-américain des Musulmans pour des valeurs progressistes (MPV) où la prière du vendredi est célébrée sans discrimination liée au sexe, au genre, à la sexualité ou à l'ethnicité.

L'association MPF a défilé, le 27 janvier, pour l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe.

**Stéphanie Latte Abdallah**, chercheuse au CNRS-Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, auteure du "*Féminisme islamique aujourd'hui*", (*Critique internationale*, n° 46, janvier-avril 2010).

**Mohamed Lotfi Zahed**, doctorant à l'EHESS, fondateur du collectif Homosexuel(le)s musulman(e)s de France (HM2F), coordinateur international de la confédération Calem, imam de la première mosquée inclusive d'Europe, auteur du "*Coran et la chair*" (éd. Max Milo, 2012).